

Questions orales

[Traduction]

LE CONTRAT LOCKHEED—LA MISE AU COURANT DU CONSEIL DU TRÉSOR PAR LE MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE QUANT AUX ACCORDS SUR LE FINANCEMENT

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Le ministre ne m'a pas encore dit si le ministre de la Défense nationale l'a jamais mis au courant de cet arrangement de crédit provisoire conclu avec la société Lockheed. Fort peu de sociétés seraient capables de réunir 300 millions de dollars ou de réussir à établir un crédit pour ce montant. Devons-nous croire que le ministre de la Défense nationale a pu passer par le Conseil du Trésor sans que le président du Conseil du Trésor ne demande de détails sur l'origine de ces fonds? La décision prise était suffisamment importante pour coûter 16 millions de dollars aux contribuables.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, la question relative aux \$16,000,000 est complètement hors de propos. Nous savions, au Conseil du Trésor, que l'achat de l'*Orion* allait être plus dispendieux que ce qui avait été prévu, qu'il y aurait éventuellement des paiements d'intérêt excédant 100 millions de dollars, et le Conseil du Trésor, à une séance subséquente tenue au mois de décembre dernier, a donné son approbation.

[Traduction]

LE CONTRAT LOCKHEED—L'ENQUÊTE DU CONSEIL DU TRÉSOR AUPRÈS DE LA DÉFENSE NATIONALE QUANT AUX SOURCES DE FINANCEMENT

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au président du Conseil du Trésor. Si le ministère de la Défense nationale envisageait d'emprunter, cela allait obliger le Conseil du Trésor à intervenir. Si la société Lockheed envisageait d'emprunter, cela allait faire intervenir la question des évaluations de la situation financière de la société Lockheed faites par divers ministères. Dans un cas comme dans l'autre, quelqu'un doit s'être arrêté pour demander au ministre de la Défense nationale où, comment et quand il comptait obtenir l'argent. Cette question a-t-elle été soulevée par le Conseil du Trésor?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, les questions sont bien connues. J'y ai répondu. Le ministre de la Défense nationale a également répondu à une douzaine de questions à ce sujet concernant les discussions internes du Conseil du Trésor, qui est un comité du Cabinet, et je n'ai pas la liberté de répondre à toutes les questions sur tous les problèmes du Conseil du Trésor.

[Traduction]

M. McKenzie: Le président du Conseil du Trésor n'a-t-il pas cherché à obtenir davantage de garanties? N'a-t-il aucun document? Faut-il comprendre que le Conseil du Trésor a sanctionné l'impartition d'un contrat de plusieurs millions de dollars sur la foi d'une seule assurance verbale? Apparemment, tout ce qu'il a reçu du ministre de la Défense nationale, c'est une assurance verbale. Est-ce là la façon de procéder du Conseil du Trésor et du cabinet?

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, il est évident que le 27 novembre le Cabinet a décidé d'acheter cet avion, et dans l'après-midi, le Conseil du Trésor a autorisé les ministères en cause à entreprendre les négociations pour la formulation d'un contrat. On connaît le reste de l'histoire.

[M. Chrétien.]

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE AU MINISTRE DE FAIRE UNE DÉCLARATION SUR LE RÉSULTAT DES ENTRETIENS AVEC L'UPA AU SUJET DES PRODUCTEURS DE LAIT

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre de l'Agriculture.

Vendredi dernier, le premier ministre suppléant dans sa réponse à une question posée par mon collègue, le député de Champlain, a indiqué qu'il y aurait aujourd'hui une importante rencontre entre l'exécutif de l'UPA du Québec et certains ministres, au sujet des problèmes auxquels l'industrie laitière québécoise a à faire face. Le ministre peut-il maintenant faire le point sur cette rencontre et indiquer à la Chambre si des éléments nouveaux sont venus s'ajouter à ce dossier?

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, si je comprends bien, les administrateurs de l'UPA ont obtenu la faveur d'une rencontre avec des membres du cabinet cet après-midi. S'ils ont de nouvelles propositions, nous serons heureux de les entendre. Ils auraient, semble-t-il, plusieurs sujets à discuter avec nous. Je ne sais pas s'ils ont un programme complet. Du moins, je n'en ai pas reçu d'autre que celui qu'ils nous ont présenté la semaine dernière.

[Français]

M. Beaudoin: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Ma question était fort simple mais l'honorable ministre n'y a pas répondu. Ce que je voudrais, c'est que le ministre nous dise s'il est prêt à faire une déclaration à la Chambre dès qu'une telle rencontre aura lieu, et qu'on rende publics non seulement les résultats mais aussi le contenu de ces discussions?

● (1420)

[Traduction]

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, tout le monde sait, je pense, qu'ils voulaient discuter des questions laitières avec les membres du Cabinet plus longuement que la semaine dernière. Je ne pense pas qu'ils aient à nous proposer quoi que ce soit de neuf, rien qui ne soit déjà connu du public.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES MESURES EN VUE DE LA REPRISE DE L'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME DANS LES COMMUNICATIONS AIR-SOL À LA SUITE DE LA DÉMISSION DE M. KEENAN

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. La démission regrettable de M. Keenan peut aggraver les risques de grève des contrôleurs de la circulation aérienne; aussi quelles mesures le ministre a-t-il prises depuis hier pour entamer des pourparlers avec les intéressés, à savoir nos contrôleurs de la circulation aérienne et nos pilotes, en vue de nommer un commissaire, des commissaires-adjoints ou un conseil de commissaires pour représenter tous les intéressés afin de relancer sans plus tarder l'enquête sur les conséquences que l'usage des deux langues dans le contrôle de la circulation aérienne peut avoir sur la sécurité, tant pour la navigation à vue que pour la navigation aux instruments dans la province de Québec?